UNIRS

Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires

144 Boulevard de la Villette 75019 Paris - Tél : 01 58 39 30 20 - Fax : 01 43 67 62 14
Adresse internet : unirs@solidaires.org - Site internet : http://www.solidaires.org/

Communiqué de presse — Paris, le 28 octobre 2011

De nouveaux plans d'austérité notés « Triple Andouille »

Une nouvelle fois, le Président de la République vient de sauver, avec l'aide de deux ou trois autres, la France, l'Europe et le Monde. C'est en partie ce qu'il nous a dit le jeudi soir 27 octobre dans le petit écran, après « L'Accord » du sommet européen des 26 et 27 octobre 2011. Il a voulu nous expliquer que les difficultés qui frappent notre pays, c'est à cause de la retraite à 60 ans, des 35 heures, du coût des dépenses sociales et des dépenses publiques bien trop élevées, à cause des retraités, des chômeurs, des fonctionnaires. Jamais, dans son intervention, il n'a mis en cause les Traités européens ni le Statut de la Banque Centrale Européenne (BCE), qui se révèlent en partie responsables de la situation, Traités et Statut qui auraient pu être autres. Jamais, dans son intervention, il n'a émis le moindre doute sur le bien fondé des politiques menées par lui-même, ses gouvernements et sa majorité parlementaire depuis 2007 de gâchis de fonds publics par des cadeaux fiscaux et sociaux sans contrepartie en matière d'emplois ou de croissance, bien au contraire. Jamais, dans son intervention, il n'a indiqué qu'il y aurait dorénavant d'autres choix que ceux appliqués par les gouvernements depuis la fin des années 1980 de mise en application d'une idéologie néolibérale de réductions drastiques et injustes de recettes publiques, de casse des services publics bradés à des intérêts privés, de maintien d'un chômage de masse par un ensemble de choix conduisant au dumping fiscal, au dumping social, à la concurrence à tout va avec l'ensemble de la planète, le tout dans un contexte de liberté totale donnée aux capitaux de circuler librement et sans contrôle, et souvent sans impôts, sur toute la planète.

Ce vendredi matin 28 octobre, les Japonais, les Chinois, les Indonésiens, les Russes, les Turcs, les Grecs, les Italiens, les Tunisiens, les Français, les Espagnols, les Indignés de la City, les Indignés de Wall-Street, et plein d'autres, apprennent que les marchés financiers sont euphoriques après les dernières annonces faites à Bruxelles. C'est le nième plan de sauvetage des banques, c'est la nième euphorie des banques et des spéculateurs. Ils le peuvent, car aucune contrainte ne leur est toujours concrètement imposée, hormis une demande de recapitalisation et d'augmentation des fonds propres. M. Sarkozy nous a encore fait le coup des gros yeux à l'égard des banquiers, des financiers, mais le bâton est toujours pour les autres. Comme ses homologues à la tête des autres pays de l'Union européenne (gouvernements officiellement de droite et gouvernements officiellement de gauche comme la Grèce et l'Espagne) il continue de retenir des choix de privilèges pour une minorité, et de rigueur et d'austérité pour la majorité de la population. Pour l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS), le fait que les autres pays européens mettent en place de tels plans d'austérité ne prouve pas que ces choix sont obligés et qu'ils sont les seuls possibles ; ceci prouve seulement que c'est actuellement la même idéologie néolibérale et de déréglementation de la finance qui est privilégiée par tous ces gouvernements.

L'annonce à peine voilée de la création d'un taux intermédiaire de TVA pour un certain nombre de biens, de services et de produits qui relèvent actuellement de la TVA à 5,5%, c'est signifier à toute la partie de la population qui a déjà de grandes difficultés pour vivre au quotidien, dont de plus en plus de personnes âgées et en retraite, que ce sera encore plus difficile demain. Car si il faut dix ans de discussions (pas terminées à ce jour) pour commencer à mettre en place une taxe sur les transactions financières, une augmentation de la TVA se fera en un mois. Et la répercussion en hausse des prix sera elle aussi immédiate (on se souvient pourtant que la baisse, elle aussi très rapide, du taux de TVA sur la restauration n'a eu quasi aucun effet sur la baisse des prix dans ce secteur, ni sur les créations d'emplois, ni sur l'augmentation des salaires ou l'amélioration des conditions de travail).

Dès l'annonce des mesures concrètes de ce nouveau plan de rigueur, qui devrait participer à l'euphorie renouvelée des marchés financiers, l'UNIRS contactera les autres organisations syndicales de retraités pour envisager des expressions et des mobilisations communes.